

Paris, le 10 janvier 2025

2025, un ministère Jeunesse et sports Débarrassé de l'education nationale et du snu !

L'année 2024 a été pesante et marquée par des conflits partout sur la planète, une montée significative de l'extrême-droite, des régressions sociales multiples en France et la volonté de faire un budget désastreux pour les services publics. Dans nos services et dans nos établissements « Jeunesse et Sports » aussi l'année a été rude. Heureusement, partout où les collègues s'organisent collectivement avec un appui syndical, des petites victoires sont obtenues. Nous invitons donc l'ensemble des collègues à s'impliquer dans des espaces collectifs et en particulier à <u>se syndiquer</u> pour que l'année 2025 soit une année de victoires, de confiance dans notre capacité collective à lutter et gagner, pour une réelle transformation sociale féministe et antiraciste!

Plus que jamais, notre organisation syndicale considère que le rattachement structurel à l'Education Nationale est une calamité. Les corps professionnels spécifiques JS et les personnels administratifs sont méprisés et humiliés, les moyens sont dilués et parfois même carrément absorbés par les services de l'Education Nationale (ex : accaparement des véhicules de services, ...). Le chantage à la soumission et aux petites primes démultipliés par le RIFSEEP, tout comme la maltraitance des collègues doivent s'arrêter en 2025!

Le recrutement des PTP en 2025 n'est pas à la hauteur des besoins pour assurer les missions dans les services (37 CEPJ, 52 PS, 8 CTPS dont un seul "Jeunesse") cette année. On subit une baisse de près de 30% par rapport au recrutement de 2024. Il faudra, de plus, être collectivement vigilant.e.s et se battre pour s'assurer que l'administration respecte bien les statuts et les missions des personnel.le.s techniques et pédagogiques pour ces recrutements (et non ICE ou SNU comme elle en a malheureusement pris l'habitude).

On constate aussi que les collègues PTP sont remplacés par des personnel.le.s Education Nationale aux profils divers et variés sans aucune formation JS (même a posteriori). C'est dans la perspective de préserver la spécificité des agents et des services « Jeunesse et Sports », que notre organisation réclame une nouvelle fois de quitter administrativement l'Education Nationale! Nous avons des idées d'une nouvelle organisation, reste maintenant aux ministres –temporaires ?- de s'en saisir. Enfin, nous pensons que pour défendre nos missions et nos cadres collectifs de travail, les organisations syndicales du champ JS doivent s'inscrire dans cette volonté. Nous avons tout à perdre en restant sous le joug de l'Education Nationale et de sa rigidité.

En 2025, on se bouge et on avance ! Courage à l'ensemble des collègues !

